

Questions parlementaires

2 Avril 2020

Réponses aux questions parlementaires sur la crise de Corona

Le prononcé fait foi.

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Dans cet hémicycle comme en dehors de celui-ci, nous avons toutes et tous conscience de l'ampleur de la pandémie de COVID-19 et de ses lourdes conséquences.

De toute évidence, elles concernent en priorité la santé de nos concitoyens.

Mais le virus a aussi profondément bouleversé notre quotidien, notre vie en société, notre vitalité économique aussi.

Dans cette période troublée, le gouvernement est et restera pleinement mobilisé pour protéger la population.

Le gouvernement n'est d'ailleurs pas seul dans cette tâche.

Je pense bien sûr à l'ensemble des niveaux de pouvoirs qui participent, à leur échelle, à la gestion de cette crise.

Comme vous M. Gilkinet, je pense aussi :

- Au personnel de santé qui fait preuve d'un dévouement hors-norme malgré le stress et la fatigue ;
- Aux forces de l'ordre aussi qui assurent le respect des mesures dans des conditions difficiles ;
- Et, plus généralement, à toutes celles et ceux qui font tourner notre pays grâce à leur travail.

La Belgique les remercie pour leur courage et leur professionnalisme. Je sais que chacune et chacun d'entre vous êtes préoccupés par cette question.

Derrière ces efforts qui suscitent le respect, il reste malheureusement la difficile réalité de la situation sanitaire.

Nous l'avons encore évoqué aujourd'hui, nous l'évoquons tous les matins, nous devons compter malheureusement jusqu'à présent 1.011 décès. Je voudrais utiliser ce moment court, fugace, mais quand même important pour témoigner à chacune et à chacun, entre celles et ceux qui ont perdu un être cher, nos profondes condoléances. Nous savons que la situation est dramatique.

Tous les matins, les experts nous parlent effectivement de la situation sanitaire difficile. Ils ont dit aussi que nos efforts commençaient à porter leurs fruits, que la vitesse de propagation du virus diminue. Et c'est vrai

que cela est encourageant. Mais je voudrais aussi profiter d'un début de week-end qui s'annonce ensoleillé pour rappeler que ce n'est pas le moment de laisser tomber les efforts. Nous savons que cela est difficile. Nous savons que cela demande beaucoup d'efforts pour chacune et chacun d'entre nous, pour nos parents, pour nos enfants, pour nous-même aussi.

Mais j'insiste vraiment pour dire que quand on voit que les efforts paient, c'est peut-être à ce moment-là qu'il faut encore plus essayer de les suivre. C'est important pour la santé de tout un chacun.

Concernant la situation dans les hôpitaux, vous savez qu'une analyse est faite chaque jour en termes de nombre de lits en comparatif avec le nombre de lits disponibles et ce afin de prévenir toute saturation des hôpitaux.

Actuellement, des seuils dits « critiques » ont été instaurés afin d'assurer en amont une répartition optimale des patients entre hôpitaux et ainsi, comme je l'ai dit, éviter une saturation.

Cette redistribution est toujours possible puisque globalement, selon les derniers chiffres qui m'ont été communiqués, il y aurait une occupation des lits en soins intensifs de 52% sur l'ensemble du territoire.

Madame Fonck, vous avez évoqué la situation très difficile des maisons de repos. Les hôpitaux travaillent à la fois à augmenter le nombre de lits disponibles en soins intensifs et à la fois nous sommes occupés avec les gouvernements des régions à essayer d'augmenter dans d'autres endroits des capacités d'accueil pour les personnes qui devraient sortir d'hôpital qui ne seraient pas encore suffisamment en forme pour revenir tout de suite en maison de repos ou l'inverse. Et donc ces capacités sont effectivement en plein développement et nous soutenons évidemment les efforts des régions dans cette perspective puisque la lutte contre le coronavirus est nationale. C'est l'ensemble des forces qui peuvent être déployées par chacune et par chacun d'entre nous que nous devons développer.

Bien entendu, la question de l'approvisionnement du matériel médical reste une préoccupation importante.

Vous le savez, notre collègue Philippe De Backer a eu la charge de prendre en main cette difficulté qui est prégnante. Il utilise tout son temps, c'est sa priorité numéro 1. Nous parlons de matériel médical mais aussi de matériel de testing avec à la clé non seulement la mise à disposition du matériel mais évidemment les validations de ce matériel, l'accélération des procédures, la coordination aussi qui sont des maîtres-mots et vous savez que nous y travaillons.

Par rapport à l'utilisation des masques pour des particuliers, je comprends que la population souhaite être en capacité de se protéger au mieux du coronavirus. C'est une préoccupation légitime.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, les masques doivent être réservés aux personnes malades et au personnel médical. Et cet avis est partagé par nos experts.

Par ailleurs, pour être claire, devrait-il même être conseillé à l'entière de la population de porter un masque, ceci ne serait pas à l'heure actuelle faisable. Je rappelle que le marché mondial est en pénurie. Le marché mondial, et pas seulement en Belgique. C'est pour cela que le RMG a établi une liste de priorité d'utilisateurs. C'est bien entendu le personnel médical exposé aux risques avérés de Covid-19 qui doit pouvoir bénéficier en priorité des approvisionnements de matériel.

Tenant compte de l'ensemble de ces points, nous savons que nous devons également développer au maximum nos capacités de production interne. Ceci ne se fait pas du jour au lendemain.

C'est pourquoi, j'ai réuni cette semaine le kern et le secteur du textile belge pour voir dans quelle mesure nous étions capables de lancer des initiatives au niveau belge dans les meilleurs délais. Ces contacts, ces engagements, ces initiatives se matérialiseront sous la houlette du Ministre Koen Geens.

Vous devez savoir aussi que nous avons rassemblé les acteurs du biopharma présents en Belgique afin

également de coordonner et de booster les initiatives de recherche et de production dans les domaines qui nous intéressent au plus haut point pour le moment, à savoir la lutte contre le coronavirus.

L'aspect sanitaire de la crise est en effet notre priorité. Mais ce n'est pas pour autant que nous négligeons les conséquences socio-économiques de cette crise qui ? je l'ai déjà dit ? sont déjà et seront majeures.

Nous sommes pleinement mobilisés. Pour rappel, le 20 mars dernier, le deuxième volet du Plan fédéral de protection sociale et économique était approuvé.

Une série de mesures ont été adoptées pour sauvegarder le pouvoir d'achat des travailleurs et soutenir les entreprises et les indépendants. Ces mesures vous ont été explicitées en plénière jeudi dernier.

Bien sûr, le travail ne s'arrête pas là. Le kern reste très attentif aux messages qui remontent du terrain et nous travaillons dans cette optique, avec le ERMG mais aussi avec le G10. Ainsi, un troisième volet du plan de protection sociale et économique est actuellement étudié. L'objectif étant de soutenir encore davantage les travailleurs.

Alors, on sait que les effets de la crise sont malheureusement appelés à s'inscrire dans le temps. C'est pourquoi nous devons plancher dès à présent sur un scénario de sortie de crise.

A cet effet, je suis en train de rassembler un groupe d'experts de haut niveau ayant pour objectif d'élaborer une vision stratégique de déconfinement progressif. Ce groupe sera composé de membres éminents du monde scientifique ? la santé d'abord - mais aussi de membres du monde économique et social.

Vous le savez, le Conseil national de sécurité a décidé le 27 mars dernier de prolonger les mesures jusqu'au 19 avril et le cas échéant, après évaluation jusqu'au 3 mai. Ces décisions sont prises de manière collégiale avec les régions même si chacun garde ses prérogatives pleines et entières dans ses compétences.

Et donc, lorsque nous considérons la reprise des activités, elle se fera évidemment de manière progressive et certainement à l'intérieur du cadre défendu par ces experts de haut niveau qui seront présidés par un scientifique car, je le répète, ce sera la santé d'abord.

En ce qui concerne la gestion de la crise au niveau européen, le 26 mars dernier, j'ai eu l'occasion de participer par vidéo conférence à une réunion du Conseil européen où nous avons notamment abordé la question de la gestion des frontières, la mise en place d'un aperçu européen des stocks disponibles et des capacités de production et d'importation et le déploiement au niveau européen des efforts de recherche.

Par ailleurs, nous avons demandé au président du Conseil et à la présidente de la Commission européenne de travailler sur une exit strategy au niveau européen et un recovery plan au niveau économique.

Dans la perspective de ce Sommet européen, j'ai été contactée afin de soutenir une initiative de plusieurs Etats membres. Nous avons dans la foulée écrit une lettre commune à Charles Michel, président du Conseil européen.

Dans cette lettre, de nombreux éléments étaient abordés : l'échange d'informations sur la propagation du virus, la question des frontières intérieures, le besoin de flexibilité par rapport aux règles budgétaires européennes, etc.

Et parmi ces éléments, il était également question de la situation économique. Aucun appel n'a été lancé quant au lancement d'obligations dites « corona ». Il a été déclaré que nous devrions commencer à travailler, entre autres, sur l'introduction d'un instrument de dette commune.

La position de la Belgique n'a rien d'inédit puisque notre pays s'est toujours dit ouvert à une discussion sur une mutualisation partielle et conditionnée des dettes.

En tout état de cause, la Belgique n'adhérera pas à un tel instrument de manière inconditionnelle. C'est pour cela qu'un vrai travail doit être mené à ce sujet afin d'établir les avantages et limites d'un tel instrument et ainsi évaluer en toute connaissance de cause, l'opportunité de le déployer ou non au sein de l'Union européenne.

Pour le reste de votre question, M. Loones. Bien sûr, l'Europe doit toujours essayer d'aider ceux qui ont le plus besoin. C'est le cas pour l'Europe. C'est le cas pour tout le monde, je pense. Pour notre pays aussi, en tant que personne. Et je suis sûr que la Belgique soutiendra toujours ce genre d'attitude.

Je vous remercie de votre attention.

© BELGA PHOTO BENOIT DOPPAGNE

© BELGA PHOTO BENOIT DOPPAGNE

Image not found or type unknown

URL source: <https://archive.premier.be/fr/reponses-aux-questions-parlementaires-sur-la-crise-de-corona>